l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F | Adresse : B.P. 293 75866 Paris Cedex 18 C.C.P. 30 226 72 - La Source | QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE | N° 380 Mardi 2 décembre 1975

LA JOURNÉE D'ACTION DU 2 DÉCEMBRE ET LES CHEMINOTS

Le 2 décembre les directions confédérales de la CGT et CFDT appellent une nouvelle fois à une «journée d'action». Ces journées d'action qui n'ont aucune efficacité, démobilisent et découragent les travailleurs. La position des marxistes-léninistes , c'est d'être aux côtés des travailleurs qui manifestent leur aspiration à la lutte en participant à la grève, et en même temps de mener une campagne d'explication sur le caractère néfaste des journées d'action destinées à canaliser le mécontentement de la classe ouvrière. C'est une telle campagne que mènent par exemple les cheminots marxistes-léninistes. Voilà ce qu'ils disent de la journée du 2 décembre :

« La CGT des cheminots a réussi à entraîner derrière elle la CFDT dans un mouvement de grève le 2 décembre 1975. Ce mouvement sera inégalement suivi, car s'il part d'un mécontentement réel des cheminots, il ne correspond pas à la volonté de lutte de classe des travailleurs.

Depuis le 17 novembre 1974 les cheminots qui avaient participé au baroud d'honneur éteignoir de la longue grève des postiers n'ont plus eu l'occasion de participer à des actions d'ampleur nationale ni pour leur propre compte ni pour celui de la classe ouvrière.

De fait, en 1975, la CGT et la CFDT auront respecté la clause antigrève de l'accord salarial signé par les syndicats minoritaires (FO, CFTC, etc.). Après un an d'inactivité, de lutte marquée par les polémiques réactionnaires entre PC et PS et la perte de la crédibilité dans les masses du «Programme commun», elles sentent le besoin de se dédouaner auprès de leurs syndiqués.

Cette grève du 2 décembre se situe à la fin de la réalisation du contrat 75 et à la veille des négociations du contrat 76. Les marxistes-léninistes qui, selon les circonstances locales, toujours en accord avec les masses participeront ou non à cette grève, en condamnent le contenu et les modalités.

1) Parce qu'il s'agit d'une grève de 24 heures sans perspectives d'action : les fédérations sont déjà prêtes à respecter la trêve des confiseurs. Donc une grève de longue durée est exclue.

2) Parce que la CGT et la CFDT ont déposé un préavis de grève de cinq jours enlevant son efficacité à cette grève et brisant avec la tradition acquise en mai-juin 1968.

3) L'unité à la base n'a été amorcée que par une pétition d'impuissance. La base, qui n'a pas été informée avant la direction SNCF est donc mise devant le fait accompli par les deux fédés. »

(Suite page 8)

DOLE :
Un jeune Marocain tué
MARSEILLE :
Un ouvrier guadeloupéen assassiné,
Un ouvrier algérien gravement blessé.

CRIMES RACISTES : ÇA SUFFIT !

(Article page 8)

MORAL AU BEAU FIXE A LA «SATAM» (La Courneuve)

Les travailleurs de Satam-Hussman à La Courneuve occupent leur usine : dans la salle de la cantine, l'ambiance est bonne : discussions, confection de panneaux, de banderoles et drapeau rouge...
(Photo H.R.)

(Article page 3)

PORTUGAL

Le jeu des superpuissances (3)

La tactique du social-impérialisme dans l'armée

Tout le monde s'accorde à le reconnaître: actuellement au Portugal, le nœud du pouvoir, c'est l'armée. Et c'est bien là que s'est concentrée l'offensive principale des prosoviétiques. Certes en cherchant à obtenir, notamment, des facilités portuaires au Portugal, l'URSS a tenté de faire des pressions directes sur le pays, mais c'est essentiellement à travers l'action de sa cinquième colonne, le PCP, qu'elle est intervenue.

Dès après le 25 avril 74, la politique de ce dernier a été de coller à fond aux décisions du MFA, détenteur du pouvoir, cherchant à créer l'identification absolue MFA-PCP. Une telle démarche était favorisée par la confusion de la situation politique et l'inexpérience des officiers du MFA ; «Le MFA a une idée, 5 minutes après le PCP a un plan», disait-on alors à Lisbonne. En même temps, le PCP cherchait à s'attirer les faveurs d'une partie des officiers du MFA et les infiltrait à des postes clés de l'appareil militaire. Il monopolisait par exemple totalement l'orientation de la Vème division chargée de la propagande du MFA et qui faisait en fait, exclusivement celle du PCP. Cette politique devait entraîner des réactions au sein des officiers qui, bientôt, se divisaient profondément sur cette question fondamentale : travailler à consolider et défendre l'indépendance nationale du pays et les libertés démocratiques, ou se placer dans l'orbite russe. Le général Vasco Gonçalvès, maintenu au poste de premier ministre dans les 4ème et 5ème gouvernements malgré l'impopularité de sa politique était le chef de file des officiers prosoviétiques.

Durant l'été la prise de position des «neuf» clarifiait la situation en posant nettement l'alternative en présence et en se prononçant pour l'indépendance nationale du pays. Un référendum spontané s'organisait dans le pays et 80 % des officiers du MFA se prononçaient en faveur du «document des neuf» révélant crûment l'isolement réel du PCP au sein du MFA et aboutissant à la création du VIème gouvernement qui consacrait cette situation.

Le PCP changeait alors son fusil d'épaule. Alors qu'il avait, jusqu'ici, méprisé les revendications des soldats pour faire de l'agitation-propagande uniquement parmi les officiers, il s'empare de ces revendications pour développer l'agitation et la division au sein des hommes de troupes. La création des SUV (soldats unis vaincront) se fait, au départ sous sa houlette.Lorsque les trotskystes et les gauchistes lui en disputent la direction, il crée sa propre structure de regroupements de soldats, l'ARPE, sans cesser pour autant de travailler au sein des SUV dont il encourage la rébellion contre le VIème gouvernement. Les SUV, en effet, qui se prétendaient au départ «au-dessus des partis» se sont créés sur la base d'un appui enthousiaste au brigadier Corvacho, bien connu pour ses sentiments prosoviétiques. La «Pravda» commenta favorablement leur création comme «émanation de la base» tandis que la presse portugaise étroitement contrôlée par le PCP leur ouvrait largement ses colonnes.

Au même moment le PCP, rejeté par le MFA, se dissociait de ce dernier, prétendant que «désormais il avait accompli sa mission historique». Il développait enfin une fébrile activité pour mettre sur pied et armer ses propres milices, encourageant les vols d'armes, incitant les paysans de l'Alentejo à fabriquer des pieux garnis de clous s'ils ne pouvaient s'acheter un fusil ! L'interdiction de la chasse au Portugal que vient de prendre le VIème gouvernement vise à éviter les provocations possibles de ces milices réactionnaires auxquelles le social-impérialisme a également apporté une aide directe. Les autorités espagnoles viennent de révéler que ces jours derniers un nombre important d'armes de guerre et de munitions de fabrication soviétique, tchèque, etc., ont été saisies à la frontière nord du Portugal auquel elles étaient destinées.

Au cours des derniers événements qui ont provoqué la suspension du VIème gouvernement, le PCP a encouragé ouvertement l'insurrection au sein de l'armée, appelant les troupes à la révolte, appuyant l'action déclenchée par les gauchistes et les trotskystes qu'il manipule plus ou moins directement. C'est un officier de la Vème division notoirement connu qui a lu à la télévision le communiqué annonçant la mutinerie de la base de Tancos. Ce sont les camions du RALIS, régiment de l'armée de terre de Lisbonne où il est très influent, qui racolaient les habitants de Lisbonne et de sa banlieue pour les récentes manifestations antigouvernementales dirigées par le PCP.

Commentant l'énorme claque qu'il a reçue à cette occasion, Cunhal, secrétaire général du PCP, vient de gémir qu'«il s'agit d'une défaite sérieuse des forces révolutionnaires dans l'armée» reconnaissant par là implicitement sa participation active à la subversion. Devant son nouvel échec retentissant le PCP se fait maintenant extrêmement discret d'autant plus que le premier ministre vient de déclarer avec fermeté : «Ceux qui ont placé le pays au bord de la guerre civile et du retour au fascisme devront être jugés». Ainsi, en déjouant ce nouveau complot contre son indépendance et ses libertés, le peuple portugais vient, une nouvelle fois, de faire la preuve de sa maturité.

COMORES : L'ARCHIPEL EST UN

Le gouvernement de Moroni, capitale du nouvel État indépendant des Comores, vient de réaffirmer qu'il ne cèdera pas devant l'obstination de la France qui tente «de briser l'unité de l'archipel». Rejettant la prétention française d'organiser un nouveau référendum «d'autodétermination» à Mayotte, le chef d'État comorien a précisé: «Quant à nous, nous allons rédiger notre constitution, celle des quatre îles (Grande-Comore, Anjouan, Moheli et Mayotte). Cette constitution respectera les particularités de chaque île par une large décentralisation».

******

FORD A PÉKIN

Le président des États-Unis est arrivé en Chine samedi pour y effectuer une visite officielle sur invitation du gouvernement chinois. Cette rencontre se situe dans le cadre de la politique de cœxistence pacifique entre les deux pays officialisée, lors de la visite de Nixon à Pékin en février 1972, par le communiqué commun signé à Changhaï. A cette époque, en effet, le gouvernement américain avait dû prendre acte de la faillite de sa politique d'isolement de la République populaire de Chine dont le prestige et l'audience ne cesse de croître dans le monde, et mettre fin à la fiction des «deux Chines» qu'il s'efforçait d'entretenir jusque-là, en reconnaissant que l'île de Taïwan fait partie intégrante du territoire chinois.

Plus que les rapports entre les deux pays dont le développement est toujours bloqué par le peu d'empressement mis par les USA à mettre en application leurs engagements sur la question de Taïwan, on s'attend à ce que les grands problèmes internationaux de l'heure tels l'ingérence des superpuissances, particulièrement de l'URSS, en Angola et la détente prônée par Brejnev avec la complicité de Ford, soient au centre de ces entretiens où les dirigeants chinois exposent toujours leurs positions avec franchise et clarté.

******

IMPASSE A L'O.N.U.

Le 24 mai 1974, les forces de sécurité de l'ONU prenaient position sur les hauteurs du Golan (Syrie) pour «observer le désengagement des forces en présence» en application des résolutions votées à l'issue de la guerre d'Octobre au Moyen-Orient. Déjà prorogé de 6 mois, le mandat de ces troupes se termine en principe ces jours-ci sans qu'une solution ait encore été trouvée à leur départ ou à leur maintien, du fait de l'opposition des USA et de son protégé sioniste à la représentation de l'OLP lors de tous les débats concernant la résolution des problèmes du Moyen-Orient.

Pour sortir de l'impasse, les pays non-alignés viennent de soumettre aux membres du Conseil de sécurité un projet de résolution qui accepte la prorogation de 6 mois du mandat des forces de l'ONU au Golan à condition que les débats du Conseil «sur le problème du Moyen-Orient, y compris de la question palestinienne «reprennent dès le 12 janvier prochain». Ce projet fait référence explicite à la résolution 3 374 adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU qui prie «le Conseil d'examiner et d'adopter les résolutions et mesures nécessaires afin de permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits nationaux inaliénables» et demande que «l'OLP représentante du peuple palestinien, soit invitée à participer à tous les efforts, délibérations et conférences sur le Moyen-Orient tenues sous l'égide de l'ONU sur une base d'égalité avec les autres parties.»

SATAM (La Courneuve) :

UN MOIS DE LUTTE : LE MORAL EST AU BEAU FIXE

L'entreprise Satam-Hussman de La Courneuve fait partie du holding Satam qui, pour le matériel frigorifique, est associé avec Hussman, trust américain (20 % de participation).

En tout 310 personnes dans cette vieille usine de la zone industrielle de La Courneuve faisant aussi office de siége pour la société. Pour la majorité d'entre eux ça ne pouvait plus durer comme ça : «Pourquoi n'est-on pas heureux dans son travail ? Qui sommes-nous ?...» Des questions qui se posaient depuis pas mal de temps dans l'entreprise avec l'aggravation des conditions de vie et de travail : menaces sur l'emploi, bas salaires (certains employés ne touchent que 1 580 F par mois), écarts allant de 300 à 500 F pour le même travail.

Le 30 octobre, les travailleurs débrayent : «Y'en a ras le bol» : dans les différents ateliers sont affichées les revendications. Les feuilles de salaires sont mises en commun, affichées, comparées. Un comité de grève est élu regroupant des délégués de la section CGT et des non-syndiqués. Le lendemain, la grève reconductible de 24 heures était décidée sur : augmentation immédiate de 200 F pour tous ; définition et application d'une grille réduisant l'écart des salaires pour une même catégorie ; paiement des jours de grève ; véritable garantie de l'emploi sur La Courneuve ; heure syndicale mensuelle d'information.

Mais, ajoute un travailleur, «une de nos revendications c'est aussi la dignité et le respect du travailleur».

Après 14 jours de grève, pendant lesquels la direction n'a rien voulu entendre, la lutte se durcit: 83 % des grévistes votent pour l'occupation. Les locaux sont évacués par la direction et les cadres, on s'installe dans l'usine : dans la grande salle de la cantine c'est l'assemblée générale quasi permanente. Garderie d'enfants, coopérative de «bouffe», petites soirées avec pièce de théâtre ou bal, tout est organisé pour que hommes, femmes en lutte restent sur leur lieu de travail, mobilisés. Des collectes sur les marchés et devant les gares, avec panneaux, banderoles, drapeaux rouges sont effectuées pour le soutien financier et la popularisation.

On peut se demander pourquoi cette lutte, menée en plus du comité de grève, par une section syndicale CGT combative, n'a reçu aucun écho dans les journaux dits de gauche comme l'Humanité ou la Vie ouvrière ? Pourquoi l'UL CGT de La Courneuve a gardé pendant 15 jours le silence avant d'accepter finalement d'imprimer un tract pour les travailleurs de Satam ? Serait-ce que cette lutte dure ne correspond pas aux orientations des dirigeants de la CGT ou du PCF ?

Quoi qu'il en soit, samedi dernier, après un mois de grève et d'occupation, devait se décider, sur les dernières propositions de la direction, la continuation de la lutte ; un travailleur donnait son impression : «Pour des miettes que le patron a lachées, je préférerais quitter l'usine que de reprendre le travail comme ça, tellement j'aurais honte !»

A.O.I.P. (Évry-91) :

A LA C.G.T. CHOISISSONS DÉMOCRATIQUEMENT NOS DÉLÉGUÉS

L'AOIP est une coopérative ouvrière fondée par les anarcho-syndicalistes en 1896, qui travaille principalement dans le secteur de la téléphonie. Le groupe entier compte 4 500 personnes (dont 217 à l'annexe d'Évry).

Une lutte a été déclenchée à l'AOIP Evry par des militants de l'Humanité Rouge et un sympathisant, ainsi que des ouvriers combatifs contre les tentatives de plusieurs membres de la Commission exécutive (CE) de la section syndicale CGT d'Évry (les membres majoritaires dans le CE et la section du siége à Paris suivent la ligne révisionniste du PCF) visant à :

— Établir les candidatures de délégués du personnel sans consultations, ni de l'ensemble de la CE, ni des syndiqués, ni des travailleurs*.

— Écarter la candidature d'un ouvrier (marxiste-léniniste), ce que le syndicat CGT avait réussi à faire l'an dernier (ce camarade ne s'étant pas suffisament appuyé sur les masses) et si possible celle d'une ouvrière combative.

Pour contrecarrer ces manœuvres réactionnaires et imposer la démocratie syndicale et ouvrière, pour que les travailleurs puissent choisir démocratiquement leurs délégués un tract a été diffusé le 26-11-75 à l'embauche par 6 ouvriers et ouvrières, syndiqués et non-syndiqués. Il a bénéficié du soutien d'un grand nombre de travailleurs qui ont manifesté leur indignation.

Cependant il faut s'attendre à une réaction par tous les moyens des révisionnistes. Pour cela, dès le 27 novembre une motion circule parmi les travailleurs pour condamner ces pratiques et exiger que les travailleurs puissent se déterminer en Assemblée générale.

Correspondant H.R.

* La CGT, syndicat unique dans les usines de la région parisienne, présente une liste unique. Ce qui signifie qu'être investi par la CGT c'est être élu d'avance.

MÉTRIX (Annecy) :

2ème SEMAINE DE GREVE

L'usine Métrix fait partie du trust international SPI-ITT qui regroupe également en France les entreprises Cannon à Toulouse, Intermétal à Colmar et MTI à Meaux.

Alors que le grand patron d'ITT touche 400 millions d'AF par an, que le salaire du directeur de Revlon est de 11 millions d'AF par mois, les travailleurs de Métrix voient leurs salaires bloqués depuis un an, pour les OS à 1 700 F brut par mois.

C'est pourquoi le personnel réuni en assemblée générale le 5 novembre, a élaboré un cachier de revendications : 100 F d'augmentation uniforme ; 150 F de primes de vacances ; 5ème semaine de congés payés ; une véritable politique de promotion des OS.

Au cours d'un débrayage organisé par les sections syndicales CGT-CFDT, unies à la base, la majorité des salariés en grève ce jour-là a voté pour la grève illimitée : actuellement 80 % du personnel de production est dans la lutte.

Aussitôt les grévistes se sont organisés : un comité de grève regroupant syndiqués, non-syndiqués a été élu. Les actions à entreprendre sont prises en charge par 4 groupes : information, animation, action et gestion de la caisse de grève. Les diffusions de tracts, les collectes sont actives. Bal, soirées couscous, communiqués de presse, informations aux radios périphériques se succèdent depuis le 18 novembre.

Pour le moment encore, la direction soutenue par les cadres CGC, refuse les revendications et ne propose que 1 % d'augmentation (au mérite !) pour le 31 décembre.

Suivant l'exemple des travailleurs de Chatenoud victorieux au mois d'août à Annecy, les grévistes de Métrix pensent bien remporter la victoire : leur unité sur des bases claires fait leur force.

Correspondant H.R.

CENTRE LECLERC (Rostrenen) :

Lutte pour la réintégration d'une employée

Les 17 travailleurs du supermarché «Coper» (portant la marque Ed. Leclerc) exigent la réintégration d'une camarade licenciée illégalement par Connan (le patron).

Suite à une grève montée de toute pièce par Connan avec son syndicat CFT, où trois grévistes seulement plus des employés en congés ont participé à cette «action», le patron a profité de cette «opération» pour dépister les employées les moins soumises et licencier l'une d'entre-elles, pour soi-disant «abandon de poste», mais en réalité pour fait de grève (comme l'a souligné au patron l'inspecteur du travail).

Soutenue par l'union locale CFDT, cette employée refuse son licenciement. Elle s'est présentée plusieurs matins de suite au travail, et Connan l'a expulsée brutalement : un huissier a constaté par deux fois l'attitude du patron.

Connan cherche à effrayer les employés, en fermant arbitrairement le magasin jeudi 20 novembre, il a aussi voulu retirer des jours de grève à une employée qui était en congé à ce moment-là.

Le 26 novembre, une réunion à l'initiative des patrons, proposait à la CFDT une discussion sur un protocole d'accord en vue de faire des élections de délégués du personnel. A cette réunion il y avait : les patrons, l'inspecteur du travail, la CFDT, la camarade licenciée et le maire de Rostrenen (municipalité en majorité PCF) qui est également conseiller général du canton. La CFDT proposant comme préalable la réintégration immédiate de la camarade licenciée, le débat fut très bref, et il n'était plus question de parler du protocole d'accord, ni élections de délégués du personnel ; d'autant plus que la licenciée est celle que la CFDT propose comme déléguée. Il faudra attendre le jugement du tribunal, la semaine prochaine pour discuter du protocole, mais en attendant la CFDT ne tient pas à rester inactive, elle exige : la réintégration immédiate de l'employée licenciée illégalement, le respect de la convention collective, une véritable classification, les 40 heures sans diminution de salaires, plus de travail le dimanche, la reconnaissance réelle du droit syndical, plus de brimades ni de répression auprès des travailleurs, les élections immédiates d'un(e) délégué(e) du personnel, pas de période d'essai supérieure à un mois.

Correspondant H.R.

Les grandes orientations de la politique sanitaire

UNE INTERVIEW DU PROFESSEUR DEROUESNE, MÉDECIN A LA PITIÉ-SALPÉTRIERE, MEMBRE DE LA COMMISSION SANTÉ DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES

Du 29 octobre au 19 novembre, une délégation médicale chinoise effectuait une visite en France et rencontrait des personnalités des milieux médicaux français. Le 19 novembre au soir, une autre délégation chinoise est arrivée à Paris conduite par le ministre de la Santé publique de la République populaire de Chine, Liéou Siang-ping. Cette délégation visite actuellement la France dans le cadre des accords de coopération scientifique et technique franco-chinois.

Nous avons donc voulu saisir cet événement dont les organes d'informations bourgeois ont parlé pour en parler aussi. D'autant plus que la «santé» est un terrain de lutte brûlant en France même.

Pour expliquer à nos lecteurs ce qu'est la politique sanitaire de la République populaire de Chine dirigée par le Parti communiste chinois, nous avons rencontré le professeur Derouesné, médecin à l'hôpital de la Pitié-Salpétrière à Paris, qui a eu l'occasion de visiter la Chine et de constater par lui-même comment ont été bouleversées les conditions sanitaires de la Chine grâce à la révolution socialiste, approfondie par la Grande Révolution culturelle prolétarienne.

Transformations d'autant plus frappantes qu'autrefois, lorsque la Chine était dépecée, pillée et occupée par les colonialistes et les féodaux, on appelait le peuple chinois «le malade de l'Asie» tant l'état de santé du peuple y était délabré.

Quant à la France de 1975, ce pays industiel développé, peut-on dire qu'elle n'ait rien à apprendre de la République populaire de Chine dont les dirigeants disent eux-mêmes qu'elle est encore un pays en voie de développement ? Nous disons nous que oui. Pour les principes généraux, pour la politique et la conception générale de la santé du peuple, la Chine est mille fois plus avancée que la France capitaliste.

Aussi nous sommes-nous dit qu'une série d'articles sur la santé en Chine et en France intéresserait bon nombre de nos lecteurs.

Nous avons donc voulu en parler avec des travailleurs médicaux français et leur avons proposé d'aborder ensemble les grands problèmes de la santé en France capitaliste aujourd'hui et des luttes qui se développent sur cette question ; cette rencontre fera l'objet d'un numéro de notre série sur la santé.

Mais pour aujourd'hui laissons la parole au professeur Derouesné.

Monsieur le professeur Derouesné, vous avez visité la Chine et connaissez particulièrement bien la conception de la santé du peuple qui y est appliquée. Pouvez-vous dégager pour notre journal les grands traits de cette politique ?

Un des aspects fondamentaux de la politique de santé de la République populaire chinoise est l'accent mis sur la lutte contre les facteurs sociaux qui constituent la base de nombreuses maladies. Ainsi en 1949 l'élévation du niveau de vie du peuple représentait un préalable indispensable à toute politique sanitaire : la réforme agraire, l'organisation de la production industrielle et une distribution plus égale des richesses ont rapidement permis de supprimer la misère, le chômage et leurs conséquences physiques et morales. De même l'amélioration des conditions de travail et de logement (suppression des taudis et des bidonvilles), la lutte contre la pollution sont autant de facteurs déterminants pour la santé publique.

Mais une fois la Révolution accomplie, quelle orientation a-t'on adoptée ?

Cette orientation est bien entendu politique ; l'organisation socialiste des structures sanitaires supprime les notions de profit et de concurrence. Elle permet une planification efficace et une utilisation rationnelle de toutes les ressources, matérielles et humaines, dans le seul intérêt de la santé du peuple. Elle signifie également que sont prioritaires le traitement et la prévention des maladies courantes ainsi que des accidents du travail et des maladies professionnelles. Les affections sont celles qui touchent le plus les travailleurs et qui ont également le plus de retentissement sur la production. Il existe de nombreux exemples de réussites chinoises dans ce domaine : le nombre des accidents du travail a été grandement diminué par l'organisation de la production par les ouvriers eux-mêmes, la suppression des stimulants matériels et l'éducation idéologique des ouvriers, le recours à l'initiative des masses pour les innovations techniques, etc. Les grandes réalisations des travailleurs sanitaires chinois dans le traitement des grands brûlés et la greffe des membres sectionnés sont également une conséquence de cette orientation vers les ouvriers et les paysans. Pour mieux connaître les besoins réels des masses, les travailleurs sanitaires depuis la Révolution culturelle participent à la production de diverses façons : par exemple les travailleurs hospitaliers forment des équipes itinérantes qui vont travailler à la campagne tout en partageant la vie des paysans.

Cette participation des travailleurs médicaux à la production a-t'elle un autre intérêt que de rapprocher les travailleurs médicaux des ouvriers et des paysans ?

Cette façon de travailler permet une amélioration du travail sanitaire à la campagne en même temps qu'elle s'avère très riche pour les travailleurs médicaux. Elle leur permet non seulement d'améliorer leur conception du monde au contact des paysans, mais également d'ouvrir de nouvelles voies à la recherche médicale, par exemple dans l'étude approfondie des conditions d'environnement de certains cancers comme celui de l'œsophage ou du foie.

Cette orientation principale de la santé en Chine, servir les ouvriers et les paysans, est politique. Mais du point de vue de la méthode...?

C'est que *la santé doit être orientée vers la prévention.*

La prévention des maladies évite de nombreuses souffrances. C'est aussi le seul choix rationnel à long terme et d'un point de vue économique car la médecine préventive est beaucoup moins chère que la médecine curative. L'accent est largement mis en Chine sur la nécessité d'une bonne constitution physique : la gymnastique individuelle ou collective, le sport sont vivement encouragés. L'éducation sanitaire, les règles d'hygiène individuelle et collective sont largement popularisées dès l'école.

Mais la prévention nécessite énormément de personnel sanitaire, non ?

Pas exactement car le travail sanitaire doit se faire chaque fois que possible avec la participation des larges masses : c'est le troisième principe.

Cette orientation est fondamentale. Elle signifie qu'en Chine la santé n'est pas seulement considérée comme la lutte contre les maladies et leur cause mais aussi comme un moyen pour les ouvriers et les paysans de prendre leur sort en mains. Les grandes campagnes de masse développées sous la direction du PCC ont en effet permis de montrer à tous que le travail collectif permettait de surmonter bien des fléaux considérés jusque là comme des malédictions. La décentralisation des structures sanitaires avec la création des hôpitaux de commune populaire puis des dispensaires de brigade dans les campagnes, a permis de mieux adapter ces structures aux besoins locaux en même temps qu'elle initiait les paysans à la gestion sanitaire. Dans ce domaine la création du corps des «médecins combinés», médecins aux pieds nus dans les campagnes et médecins rouges dans les usines, représente une initiative d'une grande portée historique. Ces travailleurs médicaux, choisis parmi les ouvriers et les paysans par leurs camarades de travail, reçoivent une formation courte (six mois à un an) avant de retourner dans leur unité de production où ils continuent de travailler à mi-temps à la production et à mi-temps comme travailleurs médicaux. Ils connaissent parfaitement les conditions concrètes de la vie des ouvriers et des paysans et jouent un rôle considérable dans la prévention, dans la diffusion du planning familial, mais également dans les soins pour les maladies courantes. Mais l'aspect le plus nouveau est qu'ils représentent une étape vers la réalisation de l'homme socialiste, par la diminution de la différence entre le travail manuel et le travail intellectuel. C'est dans ce sens que va également aujourd'hui la formation des travailleurs médicaux professionnels : tous ont participé pendant 2 à 3 ans à la production et sont choisis par leurs camarades de travail sur leur comportement idéologique. Les études sont raccourcies et se font largement dans les structures sanitaires de base. Les hôpitaux ne sont plus refermés sur eux-mêmes mais dirigent le travail de soins et de prophylaxie des unités sanitaires locales. Il n'est pas rare aujourd'hui de trouver un hôpital dirigé par un ouvrier comme à l'Hôpital Chine nouvelle à Changhai. Ces ouvriers sont arrivés pendant la Révolution culturelle avec les équipes de propagande de la pensée-Maotsétoung chargés d'aider les travailleurs médicaux à lutter contre les trois grands : faire une grande carrière, dans un grand hôpital, dans une grande ville. Dans les hôpitaux les rapports de hiérarchie entre médecins et infirmières ont fait place à des rapports d'entr'aide et de camaraderie. Les malades sont organisés pour l'étude politique et la participation à la vie du service.

On parle beaucoup en France des succès de la médecine traditionnelle chinoise, notamment des traitements par acupuncture, et beaucoup de gens se demandent quelle place exacte occupe la médecine.

Au lendemain de la Libération, les médecins traditionnels étaient beaucoup plus nombreux que les médecins occidentaux : l'organisation de tous les travailleurs médicaux en un large front uni était indispensable pour faire face aux tâches colossales de la santé et aux besoins de la population. Mais une fois encore il serait erroné de ne voir que le côté technique de cette décision. Dès Yenan, le président Mao avait souligné l'intérêt de la médecine traditionnelle chinoise. La médecine occidentale est d'effet rapide, très efficace sur la cause externe de la maladie alors que la médecine traditionnelle, d'action plus lente, s'adresse surtout au terrain, c'est-à-dire à la cause interne. Cette union des deux médecines constitue une voie nouvelle qui a déjà permis quelques succès remarquables dont les plus connus sont l'anesthésie par acupuncture ou le traitement des sourds-muets par l'acupuncture. Les plantes médicinales sont largement utilisées. Outre son intérêt technique la médecine traditionnelle a l'avantage de pouvoir être facilement popularisée et d'être très économique.

Monsieur Derouesné, il y a une dernière question qui intéresse à coup sûr nos lecteurs : c'est quel est le coût des soins médicaux ?

Les ouvriers bénéficient de soins gratuits pour eux-mêmes et d'une réduction de 50 % pour leur famille. En cas de maladie ils continuent à recevoir l'intégralité de leur salaire pendant six mois. Après cela, en cas d'invalidité, ils reçoivent une pension correspondant à 40 à 60 % du salaire. En cas d'accident du travail ou de maladies professionnelles l'intégralité du salaire est versée à vie. Les ouvriers en retraite (60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes) touchent 70 % de leur salaire et bénéficient de soins gratuits. Les fonctionnaires ont également les soins gratuits, mais n'ont pas de réduction pour leur famille. Les enfants sont entièrement pris en charge lorsqu'ils sont dans un établissement d'État (jardins d'enfants, écoles...). Depuis 1969, un système de cotisation (de type mutualiste) permet d'obtenir les soins gratuits pour les travailleurs des ateliers collectifs ou les familles d'ouvriers ou de fonctionnaires.

A la campagne le système de cotisation (très modique puisque la cotisation individuelle est de un yuan par an, c'est-à-dire l'équivalent de 3 kg de riz) permet d'avoir les soins gratuits ; mais pour le moment le paysan qui ne travaille pas n'est pas payé, ce qui constitue une inégalité entre les villes et les campagnes. Toutefois en cas de besoin des subventions sont accordées par la commune.

De toute façon le coût des soins est très faible et ne cesse de diminuer : ainsi le prix des médicaments dits occidentaux a baissé de 80 % depuis 1954.

Et ces succès ont été remportés à partir du moment où a été instaurée la République populaire de Chine ?

Ces succès n'ont pas été faciles : ils n'ont été obtenus que grâce aux efforts continus du peuple chinois et à une âpre lutte politique. Il a fallu vaincre les conceptions erronées développées par de nombreux travailleurs médicaux qui ne concevaient le développement sanitaire que dans ses aspects techniques et avaient une foi exagérée dans l'opinion des experts et les réalisations de l'étranger. Ces conceptions condamnaient la Chine à être à la remorque de l'étranger, ne permettaient pas de répondre aux besoins de la population ; en outre elles accentuaient le déséquilibre entre le travail manuel et intellectuel, la ville et la campagne. Leur nature bourgeoise apparut clairement pendant la Révolution culturelle. La victoire de la ligne révolutionnaire a abouti à l'introduction, pour la première fois dans le monde, de véritables rapports socialistes dans le domaine sanitaire. Mais les travailleurs médicaux chinois soulignent que cette victoire doit être sans cesse consolidée et développée. Les progrès futurs dépendent de cette condition aussi bien que de l'élévation du niveau idéologique.

*Une femme docteur de Pékin fait un examen préventif à une femme de nationalité Tai dans le sud-ouest de la Chine. Pour appliquer la directive du président Mao : «**Dans le travail médical et sanitaire porter l'effort sur les zones rurales**» la ville de Pékin a envoyé des équipes médicales mobiles dans la province du Yunnan où vivent plusieurs minorités nationales.*

DEMAIN : LA SÉCURITÉ SOCIALE EN CHINE.

GREVE GÉNÉRALE DU 27 EN BRETAGNE

RENNES :

Reflet d'une grande combativité

Face à la dégradation générale de l'emploi en Bretagne, 40 000 chômeurs dans les quatre départements dont 10 000 dans le pays de Rennes.

Face à la répression qui s'accentue sur les syndicalistes à Poirrier-rennaise du meuble, un délégué CFDT viré «grâce» à la CGT ; à Blin, une travailleuse virée parce que militante MRJC (elle a été réintégrée par la lutte) ; à la Rannelec (Liffré) répression continuelle, etc.

Les luttes des travailleurs se multiplient et se renforcent. Rannelec vient de partir en grève pour des augmentations de salaires et les libertés syndicales.

Chez Blin, les travailleurs ont gagné 200 F pour tous et la réintégration de leur camarade licenciée. Mammouth en septembre et Rallye la semaine dernière, etc.

Pour endiguer ce mouvement de masse tout en ayant l'air de le renforcer les fédérations, notamment la CGT, la FEN, avaient décidé pour toute la Bretagne une grève générale le 27 novembre.

Elle a semble-t-il été très suivie surtout dans les secteurs publics et nationalisés (jusqu'a 90 % dans l'enseignement, bien que dans plusieurs secteurs les instituteurs ont refusé ce qui leur semble être une «grève soupape» de plus. Mais d'une manière générale cela reflète bien la combativité croissante des travailleurs.

La manifestation qui s'est tenue à Rennes le matin du 27 fait apparaître certains aspects que la radio bourgeoise nous cache en décrivant le midi «de grands cortèges sous la houlette des dirigeants syndicaux».

5 000 personnes malgré la pluie battante, c'est beaucoup pour Rennes quand on sait la faible audience des partis de «gôche». (Le parti révisionniste avait à peine 150 personnes vendredi dernier à sa manifestation «contre l'augmentation des impôts locaux»). Toute «l'union de la gôche» et toutes «les forces démocratiques» : 500 ou 600 personnes à leurs «8 heures» de soutien à la junte monarcho révisionniste dimanche dernier c'est peu également pour une ville de 250 000 habitants qui a 10 000 chômeurs.

Cette manifestation n'était pas serrée, combative mais plutôt un long cortège peu structuré avec de temps en temps, des groupes homogènes compacts scandant avec énergie des mots d'ordre de lutte de classe.

Les travailleurs de Rannelec (conducteurs électriques à Liffré près de Rennes) en grève depuis mardi pour des salaires décents, 1 800 F mini et le respect des droits syndicaux.

Les élèves des CET : «Non au chômage en sortant des CET».

Le Comité de lutte contre le chômage, des groupes d'enseignants et de travailleurs etc. : «Non au chômage, non aux licenciements».

Dans la manifestation — où dominaient les employés et travailleurs des secteurs publics — l'électronique, le textile, le bâtiment n'étaient guère représentés : les menaces de licenciements planent presque partout et la plupart des sections syndicales laissent s'installer la peur.

Oberthur, le fief du parti révisionniste, n'était que faiblement représenté. Il semble que le PCF et la CGT n'ont pas fait le plein à la manifestation. La FEN (qu'ils contrôlent ici) était d'ailleurs quasi absente du cortège.

Le mot d'ordre de la direction syndicale CGT : «Union, action, Programme commun», a été boudé par la masse des travailleurs qui s'en est donné d'autres qui reflètent le refus de cautionner les politiques bourgeoises des dirigeants révisionnistes et réformistes.

«Giscard, t'es foutu, les bretons sont dans la rue», «Union, action, révolution», «Non aux licenciements, du travail pour tous».

Notons encore que l'UL CFDT s'est attirée les foudres de l'UL CGT en stigmatisant la répression qui s'abat chez Poirrier sur «un délégué CFDT qui contribuait à mobiliser ses camarades contre les cadences trop élevées et pour des salaires décents».

Chacun sait que les délégués CGT ont voté son licenciement.

Une journée de grève générale qui marque un nouveau pas en avant (modeste il est vrai) de la classe ouvrière rennaise et des masses populaires qui s'arrachent à l'influence des faux communistes et des autres partis bourgeois.

27 novembre
Correspondant H.R.

L'hopital de Mende en grève

Les 300 employés de l'hôpital de Mende viennent de mener une grève de 7 jours.

Les revendications : augmentation des effectifs, titularisation des auxiliaires, augmentation des salaires des agents hospitaliers, fonctionnement correct du comité d'hygiène, fin des clientèles privées à l'intérieur de l'hôpital. Tout ceci a été jusque-là ignoré par la direction ; dernièrement, certains membres du conseil d'administration adoptent une attitude injurieuse à l'égard d'un délégué CFDT*.

A la décision de grève illimitée prise au milieu de la semaine passée, la direction répond par une réquisition maximum. Les travailleurs ripostent : assemblées générales très animées et très suivies, importante popularisation auprès des malades et de la population. Lundi, le 24, une manifestation est organisée à travers la ville et les délégués de l'intersyndicale CFDT-FO sont reçus par le préfet. Celui-ci s'engage clairement à intervenir et donne son appui. En assemblée générale, les travailleurs décident de suspendre la grève et se déclarent fermement décidés à reprendre la grève illimitée s'ils n'obtiennent pas satisfaction rapidement.

Correspondant H.R.

* Seule la section CFDT est pratiquement à l'œuvre avec les travailleurs.

Le parti de Marchais veut séduire les «responsables» agricoles

«Comme l'an passé, des dirigeants et des élus de notre parti vont se rendre dans les divers départements afin d'y rencontrer les responsables des Chambres d'agriculture et des organisations agricoles. L'objet de ces rencontres est de recueillir les appréciations de ces responsables sur la situation économique de la paysannerie et de leur exposer les propositions du Parti communiste.»

Voici l'annonce parue le 20 novembre en page 11 de «La Terre», hebdomadaire paysan du faux parti communiste français.

Curieux, n'est-ce pas ? N'a-t-on pas souvent entendu ces mêmes dirigeants du PCF et leur mouvement chez les paysans le MODEF, dénoncer ces responsables agricoles, les accuser de ne pas défendre les petits exploitants, mais de soutenir les gros exploitants en alliance avec le grand capital ?

Et les paysans-travailleurs savent bien que c'est vrai : les responsables des Chambres et des organisations professionnelles appartiennent pour la plupart aux catégories de paysans riches ou capitalistes et se distinguent par leur zèle à empêcher la mobilisation des paysans exploités contre leurs exploiteurs, à empêcher l'union des paysans et des ouvriers. Voilà pourtant les interlocuteurs privilégiés que choisissent les dirigeants du PCF à la campagne.

Mais au fond, ce n'est pas si étonnant que cela : le programme des révisionnistes du PCF prévoit une belle place pour les gros paysans et les paysans capitalistes. Les dirigeants révisionnistes ont repris à leur compte les couplets réactionnaires des Debatisse et Cie sur la «défense de la paysannerie» dans son ensemble.

De ces marchandages entre dirigeants révisionnistes et responsables agricoles il ne sortira qu'une chose de bonne pour les paysans exploités : une vue plus claire de ce que sont vraiment les révisionnistes. La politique du PCF, à la campagne comme ailleurs, ne sert que les intérêts d'une nouvelle bourgeoisie bureaucratique, qui pour prendre la place de celle qui est au pouvoir actuellement, cherche des alliés dans toutes les forces réactionnaires. Les paysans-travailleurs sauront combattre avec autant d'énergie la politique bourgeoise du PCF que celle des responsables agricoles avec qui il s'acoquine aujourd'hui en vue de maintenir, sous une forme nouvelle, le système capitaliste d'exploitation de l'homme par l'homme.

COMBAT
POUR L'INDEPENDANCE
N°7
vient de paraitre

Passez vos commandes au CILA
88 rue de Rébeval
75019 Paris
L'ex. 2,50F

Appel aux lecteurs, amis et militants de l'Humanité rouge

Amis lecteurs,
Sympathisants et camarades !

La bataille politique de l'Humanité Rouge se poursuit...

Elle s'identifie avec celle soutenue contre le capitalisme et le révisionnisme moderne des faux communistes depuis plus de dix années. Notre quotidien est l'héritier direct de l'Humanité Nouvelle, qui parut en effet pour la première fois en février 1965, et qui fut interdit par la bourgeoisie sur injonction des dirigeants du faux parti communiste, le 12 juin 1968, parce qu'elle était l'organe central du **Parti communiste marxiste-léniniste de France.**

Le fait que notre journal marxiste-léniniste soit devenu quotidien, alors que voilà dix ans il n'était que mensuel, atteste de progrès et succès importants d'une part, et correspond à un nouvel essor en cours du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière et des masses populaires dans notre pays comme dans le monde entier d'autre part.

L'Humanité Rouge constitue une arme irremplacable dans les luttes historiques de notre peuple contre la bourgeoisie capitaliste de notre pays et contre les deux superpuissances, pour la révolution prolétarienne et l'indépendance nationale.

Déjà, à de nombreuses reprises, par votre mobilisation militante au cœur des masses prolétariennes et populaires, vous avez sauvé l'Humanité Rouge, vous avez créé les conditions politiques et matérielles de son développement, vous avez contribué à ses victoires successives. Suivant les années, par vos efforts, la souscription nationale permanente, présentée à juste titre comme une bataille politique, a rapporté plusieurs dizaines de millions d'anciens francs.

A l'occasion du passage de notre périodicité de l'hebdomadaire au quotidien vous avez réuni, au cours de deux campagnes successives, plus de 43 millions d'anciens francs, dépassant ainsi les objectifs fixés deux fois à 20 millions.

Nous avons décidé de supprimer le caractère permanent de la souscription et de le remplacer par deux campagnes périodiques annuelles, l'une du 1er Mai au 15 juin, l'autre du 1er décembre au 15 janvier. Nous espérons par cette nouvelle méthode que vous parviendrez à recueillir des sommes aussi importantes, et davantage même, que par le passé. Par ailleurs, vous pourrez consacrer le temps passé antérieurement à cette activité pendant toute l'année à d'autres activités non moins importantes !

Voilà pourquoi, amis lecteurs, sympathisants et camarades, nous vous appelons à recueillir :

25 millions d'anciens francs

au cours de la période de 45 jours qui s'étend du 1er décembre 1975 au 15 janvier 1976 !

Il s'agit là d'un objectif ambitieux, Mais il correspond aux nécessités réelles de notre passage au format journalistique normal et à la diffusion commerciale dans toute la France. Avant la fin de l'année, l'Humanité Rouge sera en vente tous les soirs à Paris et dans la région parisienne dans tous les kiosques, et tous les matins dans tous les points de vente de province. Les retards constatés jusqu'ici dans l'approvisionnement des points de diffusion de province, ainsi que dans l'acheminement des abonnements seront alors remplacés par des services normaux et réguliers.

Il faudra que cette nouvelle victoire soit durable, et puisse constituer la base de départ d'une sensible augmentation de la diffusion de l'Humanité Rouge.

La question de la diffusion militante fera l'objet de nouvelles initiatives. Les militants auront pour tâche urgente et exigeante de participer à la publicité indispensable (affiches, tracts) et au contrôle des fournitures en kiosques par le monopole des Nouvelles messageries de presse parisiennes (NMPP), en contribuant à aider notre administration à fixer les quantités les plus ajustées, pour réduire au maximum possible le nombre des invendus. Par le passé, c'est le «bouillon» de ces derniers qui a toujours entraîné nos graves déficits.

Il est inévitable qu'au cours de la période de lancement, nous soyions victimes de déficits assez importants. Mais il faudra tenir, persévérer, si nous voulons vaincre !

Aussi les fonds que nous attendons de la souscription seront-ils une arme précieuse et efficace dans cette nouvelle grande bataille politique. Pour aider au succès visé, ont été édités, comme vous le savez, des calendriers et des pochettes de cartes postales. S'ils sont tous vendus, ils rapporteront des millions d'anciens francs, mais notre objectif ne sera pas encore atteint. Aussi tenons-nous à préciser que ce matériel de soutien à la campagne méritera d'être utilisé en considérant que les prix de vente déjà indiqués ne sont que des prix minimums. Si tel ami peut souscrire bien davantage que 10 F pour un calendrier ou 20 F pour 8 cartes postales, il sera opportun de le solliciter explicitement !

La campagne de souscription devra être organisée collectivement et systématiquement, tout devra être fait pour qu'elle soit une campagne de masse, une campagne hardie et générale fondée sur la confiance que nous avons dans les masses !

En avant tout de suite, amis lecteurs, sympathisants et camarades, pour une souscription atteignant au moins 25 millions d'anciens francs le 15 janvier prochain !

Contre la bourgeoisie capitaliste française et contre les deux superpuissances, pour la révolution prolétarienne et l'indépendance nationale, l'Humanité Rouge vaincra !

Suzanne MARTY
Directrice de publication

Jacques JURQUET
Directeur politique

COMMENT VERSER LES FONDS RECUEILLIS ? COMMENT SOUSCRIRE A L'HUMANITÉ ROUGE ?

Pour tous les souscripteurs participant à la campagne qui ne sont pas en mesure d'effectuer des versements en numéraires au centre de diffusion militante de Paris, le meilleur moyen de nous acheminer les fonds consiste à les verser directement à notre compte chèque postal : CCP 30 226 72 — La Source.

Les autres modes de versements sont également possibles : envoi de chèques bancaires, mandats postaux, timbres-poste par courrier adressé à l'Humanité Rouge — BP 293, 78866 Paris Cedex 18.

Après la fin de la campagne nous publierons d'une seule fois la liste complète de tous les souscripteurs (des pages et des pages... à n'en pas douter !). Nous prions donc chaque souscripteur d'indiquer à l'occasion de son versement le moyen de reconnaissance qui lui permettra de se retrouver dans cette longue liste. A notre avis il n'est pas utile que cette liste constitue celle détaillée et publique de toutes les personnes qui nous accordent leur précieux soutien, il est donc conseillé de recourir à des références anonymes que seul chaque intéressé pourra reconnaître. Par exemple des initiales, ou un pseudonyme, ou une courte phrase suivie de l'indication de la ville où est effectué le versement doivent suffire. N'attendez pas le dernier moment ! Versez rapidement les premiers fonds recueillis ! Que notre campagne pour les 25 millions démarre très fort le plus rapidement possible !

Réuni en congrès, le Syndicat de la magistrature dénonce

LES PRÉPARATIFS A LA RÉPRESSION POLITIQUE DE MASSE

Réuni en congrès vendredi, samedi et dimanche, le Syndicat de la magistrature a en particulier dénoncé la campagne sur la «sécurité» des Français et la «montée de la délinquance», destinée à préparer l'opinion à une répression politique de masse.

Dans le rapport qu'il a présenté devant le congrès, Hubert Dalle, le secrétaire général du syndicat, a consacré une large place à cette campagne, et a notamment mis en lumière les objectifs suivants :

«Le premier objectif de la campagne sur l'insécurité et la délinquance est bien entendu d'établir un rideau de fumée qui détourne l'attention des problèmes objectifs que le gouvernement ne peut ou ne veut résoudre. Il vaut mieux parler de la montée de la violence que de celle du chômage.

»Le second objectif est de désigner des responsables aussi éloignés que possible du gouvernement et de la classe sociale qu'il représente. C'est la technique trop connue du bouc-émissaire. Les responsables du climat d'insécurité ne seraient pas les responsables de la politique économique et sociale mais quelques délinquants dangereux et violents.

»Le troisième est plus subtil. En focalisant l'opinion sur certaines catégories de délinquants, on détourne son attention des autres formes de délinquance. On cloue ainsi au pilori une délinquance qui transgresse le système en place et notamment le droit de propriété pour laisser dans les oubliettes la délinquance qui profite au système. La délinquance en col blanc, par exemple les accidents du travail. On évite ainsi de regarder de trop près une délinquance qui pourtant se développe et se nourrit à la faveur de la crise...

»Le dernier objectif, le plus important, est d'accroître un climat de peur et donc de tension et de violence qui justifie le contrôle accru de l'État sur les citoyens et l'existence ou le renforcement d'un appareil répressif...

»La campagne sur l'insécurité liée à l'augmentation de la délinquance, justifie également une présence policière accrue. Le ministère de l'Intérieur affirme que la police doit être partout, y compris dans les églises et les universités.

»Il organise des opérations spectaculaires pour lutter contre la grande délinquance. Ce sont les opérations coup de poing, protection des personnes âgées, sécurité vacances, sécurité protection, etc.

»Plusieurs remarques sont à faire concernant la plus grande partie de ces opérations. Elles apparaissent tout d'abord peu utiles par rapport à l'objectif qu'elles visent à atteindre. On pourrait reprendre à leur propos une comparaison fameuse appliquée jusque là à la justice et selon laquelle la justice, ici la police, annonce toujours qu'elle part chasser le tigre mais revient avec des tombereaux de lapins dont elle s'évertue à déclarer qu'ils sont dangereux.

»Ensuite ces opérations présentent des dangers. Elles accoutument les citoyens à la présence policière, à la nécessité de rendre compte de son identité, de justifier sa présence à un endroit donné, à une heure donnée.

»Enfin on a assisté à de véritables détournements de ces opérations. Ainsi à Lille une opération coup de poing a-t-elle été montée à la sortie des usines Peugeot.

»Ainsi dans le Nord encore, une opération «protection des personnes âgées» a-t-elle permis de ficher plusieurs milliers de nomades et leurs véhicules pour un résultat dérisoire au regard de l'objectif fixé et des moyens importants employés...

»L'opinion publique est ainsi insensiblement invitée à accepter une restriction des libertés individuelles, un accroissement du pouvoir policier et son éventuelle utilisation contre les libertés publiques, les contestataires et les opposants politiques.

»Une telle hypothèse n'est pas un phantasme. On a vu dans le passé une loi dont le gouvernement avait affirmé que jamais elle ne serait appliquée contre des mouvements syndicaux, la loi anticasseurs, l'être à plusieurs reprises contre des militants syndicaux. La défense des libertés doit toujours être totale et monolithique ; on n'est jamais assez vigilant en matière de liberté.

»L'utilisation de l'insécurité et de la délinquance pour renforcer l'appareil répressif, préparer et justifier son application à des fins politiques est historiquement connue...»

Hubert Dalle devait ajouter : *«Il faut savoir dénoncer à temps les conditions d'une nouvelle aventure.»*

CRIMES RACISTES A DOLE ET A MARSEILLE

Marseille, samedi matin, dans le quartier de la Barasse, un ouvrier guadeloupéen, Alexandre Louis, allait franchir le portail de l'usine de traitement de bauxite de la société Péchiney. Trois coups de feu claquent, l'ouvrier s'écroule, mort ; une voiture démarre en trombe. Le ou les assassins étaient à l'intérieur.

Deux heures plus tard, au moment où il quittait son domicile de la rue Bernard du bois, pour se rendre à son travail, Reski Amrouche, de nationalité algérienne, est grièvement blessé par un coup de fusil de chasse tiré depuis une voiture. Le véhicule a démarré aussitôt et a disparu. Reski Amrouche, père de quatre enfants, a été atteint par plusieurs chevrotines à l'avant-bras droit et à l'abdomen. Il a été transporté à l'hôpital de la Timone où, malgré son état grave, on estime que ses jours ne sont pas en danger.

On nous dit que la police n'a pas trouvé de mobiles à ces meurtres. De qui se moque-t-on ? Le mobile en est clair : le racisme, cette bête immonde. Ce n'est pas la première fois qu'à Marseille le même scénario se produit. On se souvient encore de cet été de 1973 où de nombreux travailleurs immigrés furent ainsi assassinés par des bandes fascistes agissant en commun avec des éléments de la police. Et depuis, combien de nos frères immigrés ont été tués de sang-froid ? Une voiture passe, des coups de feu claquent. Il existe une organisation qui a recours délibérément aux assassinats racistes. De multiples faits ont montré qu'elle avait des ramifications à l'intérieur de la police.

La plupart de ces crimes sont demeurés impunis. Quoi d'étonnant à cela lorsqu'on sait par exemple, que l'ancien chef OAS Sergent est aujourd'hui un intime de certains milieux gouvernementaux. Quoi d'étonnant lorsqu'on connaît les liens étroits existant entre les racistes d'«Ordre nouveau» et des partis au pouvoir. On peut, en particulier, se demander si certains ne voient pas dans les crimes racistes un moyen de pression sur le gouvernement algérien pour tenter de s'opposer à la politique indépendante de l'Algérie. Ces crimes racistes, organisés, sont une première forme de cette barbarie. Il y a aussi ces autres crimes, produits par la propagande raciste. C'est un tel crime qui a été commis à Dôle dans la nuit de samedi à dimanche. Un jeune travailleur marocain, Ahmed Daoud, a été tué d'un coup de pistolet par le «videur» d'un café. Celui-ci avait déjà, quelques instants auparavant, empêché un jeune arabe de pénétrer. Le tueur, ancien CRS à Chalon-sur-Saône, était sorti de prison il y a trois mois. Ces crimes sont intolérables et ils ne seront pas tolérés. Le racisme est une bête qu'il faut tuer.

MANIFESTEZ MASSIVEMENT
CONTRE LES CRIMES RACISTES ET LES EXPULSIONS
DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS !
JEUDI 4 DÉCEMBRE A 18h 30, PLACE DE LA BASTILLE
(Côté rue de la Roquette)

A l'appel de l'Union des communistes de France (marxiste-léniniste) (UCFML) et de l'Humanité Rouge

LOI «ANTICASSEURS» : CONDAMNATION DE SEPT AGRICULTEURS DU FINISTERE

Sept agriculteurs de la région de Landerneau (Finistère) ont été condamnés, vendredi par le tribunal de grande instance de Brest, à des peines de prison avec sursis, en vertu de la loi «anticasseurs».

Les agriculteurs avaient participé en juillet 1974, à une manifestation à la suite de l'effondrement des cours de la viande. Un cable téléphonique avait été sectionné et les manifestants avaient arrêté le train Paris-Brest en gare de Landerneau. Les agriculteurs avaient immobilisé le train pendant un quart d'heure et badigeonné les wagons à la peinture blanche. La motrice avait été «ornée» de carcasses de porcs.

Pour avoir sectionné le câble téléphonique, les agriculteurs ont été condamnés conjointement à des amendes de quatre cent francs. Pour la manifestation dans la gare les prévenus ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis chacun, à l'exception d'un d'entre eux, qui a été relaxé.

SUITE DE L'ÉDITORIAL

4) Ce mouvement suit la grève de l'EDF. Il s'agit donc d'une stratégie révisionniste de grèves de 24 heures, isolées et à répétition, au coup par coup, divisant la classe ouvrière, alors que seul un tir puissant en rafales de toute la classe ouvrière pourrait faire céder le pouvoir et le patronat sur les revendications immédiates.

La solution des revendications des cheminots ne passe pas par des grèves de 24 heures, isolées, ni par des préavis de grève, ni par le «Programme commun», mais par une lutte classe contre classe radicale, ininterrompue contre le pouvoir bourgeois et contre l'esprit de capitulation et de résignation inculqué par les révisionnistes et les réformistes.

Directrice de publication : Suzanne Marty CPPP : No 47291 Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 4è trimestre 1975